

Extrait du CDURABLE.info l'essentiel du développement durable

<http://cdurable.info/Sarkozy-et-Royal-face-au-defi-du,338.html>

Sarkozy et Royal face au défi du Développement durable

- Développement Durable en débat - Elections présidentielles -



Date de mise en ligne : mardi 1er mai 2007

Copyright © CDURABLE.info l'essentiel du développement durable - Tous

droits réservés

Les Français ne tarderont pas à savoir si le prochain chef de l'Etat a l'intention de mettre en oeuvre la révolution écologique promise à Nicolas Hulot. Le jour de la formation du futur gouvernement, à la simple lecture des intitulés des ministères, ils verront bien si l'Etat est mis en ordre de marche pour affronter les deux grandes contraintes du XXIe siècle : le développement durable et la lutte contre le réchauffement climatique (...).

Suffit-il aujourd'hui de créer un nouveau portefeuille « développement durable », de lui donner un rang élevé dans la hiérarchie gouvernementale, pour régler les problèmes ? Nicolas Sarkozy promet dès son deuxième jour au pouvoir d'organiser un « Grenelle du développement durable ». Il veut créer un grand ministère d'Etat regroupant sous sa houlette énergie, environnement, eau, transport (...). Ce nouveau super ministère disposera de moyens jamais vus dans l'administration française (...).

Mais l'administration de l'environnement, sans corps propre, ne pourra lutter contre celles, puissantes, des transports et de l'énergie. Ce ministère technique perdra toute légitimité sur les autres aspects du développement durable, le volet social ou le secteur du vivant (agriculture, forêt, ressources marines). L'agriculture, vécue comme l'ennemi le plus constant de l'écologie, pourrait récupérer la tutelle de la chasse et l'aménagement du territoire.

La candidate socialiste Ségolène Royal, elle, soutient l'idée de Nicolas Hulot de la création d'un vice-Premier ministre chargé du développement durable. Contrairement au superministre de Nicolas Sarkozy, son autorité s'étendra à tous les ministères et à leurs administrations. Supervisant également l'aménagement du territoire, il sera chargé d'une mission d'impulsion, de coordination et d'incitation, tout autant que de contrôle (...).

Dynamiser la recherche est une chose, impulser toutes les administrations porteuses des objectifs du développement durable en est une autre et suppose d'avoir préparé avec attention les décrets d'attribution du futur vice-Premier ministre (...).

[L'analyse complète de Julie Chauveau est à consulter sur le site du journal Les Echos en date du 30/04/07.](#) Cette analyse confirme qu'une véritable politique de développement durable pour notre pays ne pourra se faire sans une véritable volonté politique de nos élu(e)s.

Pour pouvoir mener une action efficace, le ministre d'Etat, ou le vice-Premier ministre, devra d'abord s'affranchir de la pression « amicale » de certains lobbies économiques. Rappelez-vous, il y a quelques mois, Xavier Bertrand, porte-parole du candidat de l'UMP, n'avait-il pas du subir en public les remontrances, voire les menaces, du représentant des industries agro-alimentaires outrées que l'Etat puisse intervenir dans la redéfinition des messages publicitaires diffusés par les chaînes TV pendant les émissions jeunesse et revenir sur ses propositions ? Imaginez comment réagirait le secteur énergétique au remplacement programmé du nucléaire et du pétrole par des énergies renouvelables ? Tout sera possible, à partir du moment où le politique agira pour l'intérêt général et lui seul, libéré des chaînes qu'il a noué avec le pouvoir économique de manière consciente ou non.

Mais le plus difficile, peut-être, sera pour le ministre d'Etat ou le vice-Premier ministre d'asseoir sa légitimité face aux poids lourds que sont les ministères de l'intérieur, de la défense, du budget, de l'éducation ou encore des Affaires Etrangères. Il devra disposer d'un budget suffisamment conséquent pour assurer le financement des changements nécessaires et entrer dans l'ère d'un développement durable et soutenable. Il devra être impliqué dans l'ensemble des projets, participer à la préparation du budget et aux négociations internationales relevant du développement durable. C'est la seule condition pour relever les défis qui nous attendent et réduire sensiblement notre impact sur notre environnement. Rappelons-nous qu'il nous reste moins d'une décennie pour agir avant l'irréversible. Les conséquences environnementales de notre modèle de développement irresponsable et insoutenable ruineront les sociétés et les Etats qui n'auront pas anticipés le changement. Quel que soit le vainqueur du 6 mai prochain, il devra mettre en application ses promesses et accepter les solutions ou recommandations venant des autres courants politiques (opposition comprise) et des représentants de la société civile (ONG, associations de consommateurs, scientifiques...). L'avenir de notre planète et de l'humanité implique ce changement

de pratique de la politique française. Parce que le temps nous est compté, le ou la présidente de la république élu(e) en 2007 devra agir et accepter de rendre des comptes à la Nation. L'absence de véritables mesures le ou la rendrait responsable devant les citoyens et les générations futures auxquelles nous allons transmettre une planète désertifiée, réchauffée, polluée...

Moins de dix ans pour changer... C'est tellement court à l'échelle de la planète et tellement long si nos représentants ne réagissent pas. Tout devient possible si le désir d'un avenir durable anime toujours plus de citoyens, ils devront se faire entendre... notre avenir à tous en dépend.